La production d'une "maxime" en diachronie

Bernard Gardin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/3448>

DOI : 10.4000/praxematique.3448

ISSN : 2111-5044

Éditeur

Presses universitaires de la Méditerranée

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1989

Pagination : 21-35

ISSN : 0765-4944

Référence électronique

Bernard Gardin, « La production d'une "maxime" en diachronie », *Cahiers de praxématique* [En ligne], 12 | 1989, document 2, mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/3448> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/praxematique.3448>

Bernard GARDIN
UA CNRS SUDLA, Université de ROUEN

LA PRODUCTION D'UNE "MAXIME" EN DIACHRONIE

Au point de départ de cette étude se trouve le fait que notre attention a été attirée par un document (extrait d'un corpus de tracts syndicaux CGT de l'usine Renault de Cléon, Seine Maritime) par une petite séquence dans laquelle un discours en rapporte un autre qui lui même rapporte un discours émanant du premier rapporteur, discours qui lui même de par son allure de maxime semble une citation du sens commun ...

"Les camarades de la CFDT sont intervenus pour s'associer à notre exigence et dire, comme nous l'avions écrit dès la semaine dernière, qu'à une situation exceptionnelle devaient correspondre des moyens exceptionnels" (Tract CGT du 2/3/79)

Nous avons recherché la séquence antérieure signalée dans le tract et nous l'avons trouvée : *"Comme nous l'avions écrit mardi ..."*. Invité à continuer la recherche nous avons remonté la filière jusqu'au point de départ. C'est ainsi que nous avons constitué le corpus qui est étudié ici. C'est le cheminement inverse que nous allons maintenant parcourir à partir de ce point de départ (point de départ pour ce corpus, en deçà duquel nous ne trouvons pas de documents directement reliés par le fil que nous avons choisi de remonter, mais non bien sûr point de départ absolu), en tentant de mettre en valeur le processus de production de la "maxime" qui nous a d'abord intrigué.

Il s'agit donc d'étudier comment se produit une "formulation" en diachronie. Nous entendons par formulation une étape, un arrêt dans le processus de travail linguistique, dans la suite des reformulations, manifesté par une auto-évaluation positive (provenant d'une hétéro-évaluation : la reprise par la CFDT ; laquelle n'est citée que parce qu'elle cite la CGT). Un énoncé satisfaisant a été trouvé dont on effectue explicitement le figement. (Nous avons effectué une étude d'un autre type de "formulation" dans B. Gardin : 1989). Il se trouve qu'ici cette formulation prend la forme d'une maxime (énoncé déontique, concis, avec effets "poétiques" au sens jakobsonien).

Ce processus se déroule sur 6 documents (5 tracts et une lettre-pétition) référencés chronologiquement de 1 à 6, et étalés sur une durée de deux mois (du 9/1/79 au 2/3/79). (Les énoncés étudiés figurent à la fin de l'article sous forme de deux listes, la collection complète des tracts est reproduite dans B. Gardin : 1988).

Remarque sur la constitution du corpus :

La clôture du corpus n'est qu'empirique : la constitution du corpus s'arrête là où la piste se perd mais elle pourrait reprendre avec d'autres moyens, si d'autres découvertes étaient effectuées. Nous dirions volontiers que le corpus ainsi constitué est en partie auto-généré : les documents sélectionnés ne le sont pas à partir d'une curiosité du chercheur mais le sont parce que déjà pointés par le corpus lui-même : c'est d'abord l'intertextualité désignée par le discours qui est reconstituée, analysée. Nous ne ferons cependant pas que cela ; si le corpus indique ses sources, ses parentés, montre des pistes, sans doute en voile-t-il d'autres et nous ne renoncerons pas aux droits de tout détective : d'aller explorer d'autres pistes que celles que le scripteur nous indique. C'est ainsi que suivant ce fil nous avons de fait rencontré un écheveau duquel nous avons extrait deux autres fils : un conflit entre praxèmes qui aboutit au remplacement progressif de *pay-* (*payer, paiement*) par *indemn-* (*indemniser, indemnisation*), une solution de continuité donc dans le corpus ; d'autre part la découverte d'un double programme de sens accroché aux praxèmes "*heure*" et "*perdu*".

Il reste que ce travail de constitution d'archives n'a été possible que parce que les archives existaient (le terme est peut-être un peu fort, mais depuis un an environ le souci de constitution d'une mémoire du syndicat se concrétisait par la conservation, pas toujours systématique, des tracts), mais je ne pourrais affirmer

avoir retrouvé tous les documents produits par la CGT à cette période (manquent notamment les interventions orales ...). Je sais par ailleurs qu'il a existé des tracts CFDT que je n'ai pu retrouver (organisation syndicale minoritaire à Cléon, la CFDT y était moins productrice de tracts et n'était pas encore soucieuse de constitution d'archives). Aussi ce corpus est aussi représentatif du statut que les organisations accordent à leur discours (dans leur pratique d'archivage), du type et du degré d'acceptation du chercheur sur son terrain (questions dont les incidences théoriques ne sont pas négligeables et sur lesquelles je me suis longuement expliqué dans B. Gardin : 1988).

Ajoutons que cette étude n'envisage que le dialogisme interne au corpus et que celui-ci devrait être articulé à l'ensemble des interactions dans lesquelles ces textes ont été partie prenante (avec les travailleurs, la direction ...).

I - DU PAIEMENT A L'INDEMNISATION : UN CHANGEMENT DE STRATEGIE

Début janvier 1979, d'abondantes chutes de neige entraînent chez les travailleurs de cette usine qui recrute dans un rayon de quarante kilomètres de nombreux retards ou absences au travail.

Un tract du 9/1/79 qui a pour titre "*AVEC LA CGT, EXIGEONS LE PAIEMENT INTEGRAL DES HEURES PERDUES*" contient en capitales l'argument suivant : "*LES RETARDS SONT DUS A DES CONDITIONS EXCEPTIONNELLES DONT LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS RESPONSABLES*".

Telle est la première manifestation interne au corpus du praxème "*exception-*" (que nous retrouvons dans la séquence qui nous a intrigué). Les gloses du texte développent le programme de sens de ce praxème dans la direction de l'inhabituel, de l'inattendu, de la surprise. Ce sont les conditions exceptionnelles qui sont causes de retards et absences, les travailleurs ne sont pas responsables. Aussi le syndicat réclame-t-il, dans le titre du tract et en conclusion, le "*paiement intégral des heures perdues*" ; le non-paiement équivaldrait à une sanction non méritée.

Par contre, à l'intérieur du texte, on trouve trois fois le syntagme "*indemnisation des heures perdues*". Mais il ne s'agit sans doute pas d'un phénomène de variation inhérente (c'est-à-dire dans ce cas de synonymie entre "*paiement*" et "*indemnisation*") puisque les deux termes se trouvent dans des

environnements différents : "*payer*" figure dans l'environnement de "*exiger*", c'est-à-dire dans la revendication alors qu'"*indemniser*" se trouve dans l'environnement de "*direction*" : le syndicat exige le "*paiement*", c'est-à-dire que la direction procède à des "*indemnisations*".

Dans un tract publié trois jours plus tard (doc. 2) la situation est inversée : l'"*indemnisation des heures perdues*" figure en capitales et se retrouve aussi en conclusion ; par contre on trouve à l'intérieur du texte "*le paiement des heures perdues*" et l'"*exigence du paiement*". La position relative des deux praxèmes s'est donc inversée, mais ils coexistent toujours. Dans cette première partie du corpus, le discours syndical n'a pas choisi formellement entre la revendication du "*paiement*" et celle de l'"*indemnisation*", qui fonctionnent donc maintenant pragmatiquement comme synonymes (dans le second tract "*indemniser*" se retrouve dans l'environnement de "*exiger*"). Mais la tendance est à la montée du praxème "*indemnisation*". De fait, nous ne trouverons plus une seule fois paiement dans le corpus après cette phase de variation.

Une certaine ambiguïté caractérise donc début janvier la revendication du syndicat. Avec le "*paiement des heures perdues*", le syndicat se situe dans le cadre normal du travail salarié, réclamant un dû - mais le travail n'a pas été accompli, et si les ouvriers ne sont pas responsables, dénégation significative : "*nous ne pouvons rejeter la responsabilité de la météorologie sur la direction*". On se trouve alors dans une impasse ; ainsi peut-on expliquer l'apparition du praxème "*indemnisation*", qui signifie que les ouvriers ont subi un dommage, d'où l'insistance dans les tracts 1 et 2 sur les difficultés et dangers affrontés par les ouvriers pour se rendre à l'usine, à montrer ainsi que ce dommage est lié au travail. La revendication trouve ainsi sa légitimité (mais dans les faits, elle n'aboutira pas totalement puisque seuls les retards inférieurs à deux heures seront payés).

Lorsqu'un mois et demi plus tard des conditions atmosphériques semblables réapparaissent - avec des conséquences à peu près identiques (retards, absences), une nouvelle action est menée pour obtenir le *paiement* des heures non travaillées. Cette fois cependant, *payer* et *paiement* disparaissent complètement des tracts, et c'est *indemniser*, *indemnisation* qui prennent leur place. (Le corpus de cette action revendicative comporte 4 documents, avec 15 occurrences de *indemniser*, *-isation*). Il y a donc prolongation du mouvement qui s'était amorcé dans le corpus précédent.

L'ambiguïté disparaît donc, corrélativement à l'apparition d'une demande précise : celle de l'utilisation d'un fonds spécial :

"Il existe un fonds de régularisation des ressources (FFR) avec lequel la direction indemnise à 60% les journées chômées qu'elle nous impose pour des motifs dits "économiques" ou "techniques". Eh bien ! pour une fois ce fonds peut avoir un rôle social. Il doit servir à indemniser les heures perdues pour raison technique (neige et verglas)" (Doc. 3).

De fait le syndicat a abandonné la demande de paiement sous forme de salaire, payé par la direction, comme si le travail avait été effectué, pour demander une indemnité par le recours à un fond spécifique à vocation sociale. On ne s'adresse plus à la même caisse (ni au même homme : c'est au directeur en tant que Président du Comité d'Etablissement que la demande est effectuée).

Cependant, le passage de "payer" à "indemniser" s'effectue en laissant des traces ; en effet si selon la norme (pour nous ici le Petit Robert et le DFC), "indemnisation" peut admettre un complément non animé référant au dommage subi - par exemple, *l'indemnisation des dommages de guerre*, indemniser se construit uniquement avec un sujet animé se référant à celui qui a subi les dommages : on indemnise quelqu'un. Ici, l'emploi de "*paiement des heures perdues*" entraîne "*l'indemnisation des heures perdues*", indemnisation étant donc contaminé par la syntaxe de "*paiement*". La norme voudrait plutôt *indemnisation de la perte des heures*. On trouve une seule fois (dans le document 3) un complément animé avec indemnisation : "*l'indemnisation des travailleurs concernés*". Comme si la syntaxe conservait au sein d'un nouveau discours (la revendication de l'indemnisation) les traces de la stratégie ancienne, de l'ancien discours (de la revendication du paiement).

II - PRODUCTION DE LA MAXIME

II.1 - Le premier tract du corpus de Février comporte la phrase suivante :

"Une telle situation est véritablement exceptionnelle dans notre région. Il devrait donc y correspondre des mesures exceptionnelles".

- *exceptionnelles* ayant déjà été utilisé en Janvier - doc. 1 (et ayant échoué) - est ici modalisé par *"véritablement"* C'est par ailleurs par cette modalisation que s'effectue la mise en coïncidence de la situation particulière (une telle situation) avec une catégorie universelle (la classe des situations exceptionnelles). Il s'agit là bien sûr d'un moment important de l'argumentation.

- *"dans notre région"* cette modalisation se situe dans la même visée argumentative que *véritablement* et répond ici par avance à un argument possible de la direction qui pourrait, comme en Janvier, attendre de Billancourt des directives générales concernant l'ensemble des usines Renault de France.

- *"des mesures exceptionnelles"*: il n'est plus question dans les tracts de Février du *paiement* mais de l'*indemnisation* des heures perdues - *"indemnisation totale"* bien sûr ; c'est que l'accent mis sur le caractère exceptionnel fait découvrir une nouvelle tactique : il s'agit d'une catastrophe, les travailleurs doivent être indemnisés (d'où l'idée de l'intervention du Fonds de régulation des ressources). Et c'est par l'établissement d'un parallélisme logique entre la *"situation"* et les *"mesures"* que l'argumentation prend de la force.

II.2 - Le tract du 23/2 (doc. 4) se présente explicitement comme reprenant à l'identique la formulation que nous venons d'étudier :

"Comme nous l'avons écrit mardi, une telle situation est totalement inhabituelle et justifie amplement des mesures inhabituelles".

Nous nous trouvons ici devant la première autocitation interne au corpus ; étape importante constituant une évaluation interne du discours : mais examinons de près les deux formulations : elles présentent des différences non négligeables.

doc. 3

telle
véritablement
exceptionnelle
O
mesures
exceptionnelles
dans notre région

doc. 4

telle
totalement
inhabituelle
amplement
mesures
inhabituelles
O

L'orientation argumentative s'est déplacée : il ne s'agit plus tant de prouver le caractère inhabituel ou exceptionnel de l'événement : celui-ci est (presque) considéré comme acquis. C'est maintenant l'évidence du parallélisme qu'il faut imposer. En effet on peut considérer que si *"véritablement"* avait pour fonction de faire entrer la situation dans la classe des situations exceptionnelles, *"totalement"* se situe à un degré au-dessus : cette appartenance est maintenant versée en présupposition, ce que le discours pose c'est le degré maximum de cette appartenance.

Il s'agit donc d'une fausse citation. En objectivant l'énoncé précédent dans l'opération d'interprétation, le scripteur syndical en a extrait plus qu'une signification, l'ébauche d'une forme signifiante dont il a perçu la valeur argumentative. C'est comme si un motif avait été repéré dans la formulation précédente, un air, qui a été retenu par le rédacteur du tract, les *"paroles"* ayant été quelque peu oubliées, ce qui permet le resserrement de la formule qui se rapproche alors de la maxime par une concision plus grande (abandon des modalisations), une plus grande recherche d'équilibre obtenu par la modalisation *"amplement"* en symétrie à *"totalement"* et par la réunion en une seule phrase graphique de l'argumentation. Quant à *"inhabituel"* il provient aussi du tract précédent (où il se situait dans un énoncé ironique).

Dans la lettre-pétition du 24/2 proposée aux travailleurs pour envoi à la direction, l'argument essentiel est ainsi formulé (doc. 5) :

"Le caractère exceptionnel des conditions climatiques que nous avons connues ce lundi nous autorise à penser que la direction peut prendre une mesure d'élémentaire justice sociale en indemnisant exceptionnellement la totalité des heures perdues"

La structure de la devise est conservée : elle est donc devenue une forme productive capable de générer d'autres énoncés dans d'autres contextes, de se défiger. Ici les modalisations incorporées la relâchent ; s'ajoute aussi le fait que le parallélisme n'est pas entre deux occurrences de *"exceptionnel"*, mais entre *"exceptionnel"*, et *"exceptionnellement"*. Plus exactement ce n'est pas une *"mesure exceptionnelle"* qui est demandée, mais une *"mesure d'élémentaire justice sociale"*, qui peut être effectuée en *"indemnisant exceptionnellement la totalité des heures perdues"*. *"Exceptionnellement"* pourrait être glosé en *"pour une fois"* - syntagme employé dans le document 3. Ce qui est demandé est bien une exception.

Quand à la demande d'indemnisation de "*la totalité des heures perdues*", elle fait écho au "*totalelement inhabituelle*" de la formulation précédente ; certes "*total-*" est employé dans deux contextes différents, mais ces effets d'écho ne sont pas sans valeur argumentative : les argumentations naturelles font souvent d'un mot deux coups.

II.3 - Nous arrivons maintenant au compte rendu de la séance du 2/3 (doc. 6) où les lettres-pétitions ont été présentées à la direction et où nous retrouvons la séquence point de départ de notre réflexion.

"Les camarades de la CFDT sont intervenus pour dire, comme nous l'avions écrit la semaine dernière, qu'à une situation exceptionnelle devaient correspondre des moyens exceptionnels".

Cette séquence présente un saut qualitatif important par rapport à ce qui précède.

Toutes les modalisations disparaissent, ce qui a pour effet de départiculariser et d'universaliser l'argument (spatialement et temporairement) ; ainsi que de lui conférer une plus grande concision en rapprochant les deux occurrences de "*exceptionnel*".

Le travail de catégorisation de la situation comme exceptionnelle ayant été accompli par les énoncés précédents peut maintenant être versé en non dit : il suffit pragmatiquement d'énoncer le principe d'action à appliquer à ce type de situations. Il suffit d'énoncer la prémisse du syllogisme :

- à une situation exceptionnelle doivent correspondre des mesures exceptionnelles ;

pour déclencher, sans les énoncer, les propositions suivantes :

- * cette situation est exceptionnelle
- * on doit donc y appliquer des mesures exceptionnelles

On ne demande plus une "*exception*", on ne cherche plus à établir le caractère exceptionnel de la situation : celui-ci est devenu par les discours un fait : mais on demande que soit appliqué le principe général qui gouverne les situations "*exceptionnelles*".

Le conditionnel est abandonné au profit d'un indicatif (devraient --> devaient, imparfait du discours rapporté, correspondant à un présent du discours direct).

Conjointement à la disparition des modalisations, on assiste à une transformation du programme de sens d'"exceptionnel", que l'on peut alors gloser en "extraordinaire", "étonnant" (dans cette acception, note Robert, c'est un néologisme pour Littré qui n'en donne aucun exemple littéraire). D'une évaluation statistique (qui était glosée par "*inhabituel*" dans le document, on passe à une évaluation qualitative de la situation). Les deux sens sont bien sûr reliés ; entretenant entre eux les mêmes rapports que les deux sens de normal : appréciation quantitative (ce qui est conforme à la moyenne) et appréciation qualitative pointant une norme-valeur. Du coup le sème mesure de faveur dépendant du bon vouloir du supérieur qui se trouve dans certains emplois antérieurs de "*exception*" disparaît.

L'énoncé s'est transformé en maxime : c'est-à-dire un énoncé dont la valeur argumentative est intimement liée à ses caractéristiques formelles. Du même coup la revendication ouvrière particulière rejoint l'universel, coïncide avec un principe général : le syndicat ne revendique plus au nom des intérêts particuliers d'une catégorie sociale mais "la voix des travailleurs" devient la voix de la raison.

On pourrait dire que de ce point de vue une maxime est un performatif : son énonciation réalise, met en scène formellement, iconiquement (par ses effets de balancement et de répétition) l'adéquation qu'elle établit dans son énoncé au niveau des propositions. La cohésion textuelle vaut alors pour la cohérence logique. Le bien dit est garant du dit vrai et juste. Phénomène qui n'est pas certes propre au discours syndical mais qui est une exigence spécifique de celui-ci (B. Gardin : 1984).

Une transformation importante a donc été accomplie - mais celle-ci est une fois de plus niée puisque le tract présente cette formulation comme ayant déjà été produite dans un discours précédent qui, lui-même rapportait ... Tout en se produisant en s'affirmant, se transformant, en trouvant du nouveau, le discours syndical affirme explicitement sa permanence, sa non-nouveauté ("on l'a toujours dit"). Permanence qui a d'ailleurs valeur argumentative ; comme a aussi valeur argumentative la notation de la reprise par la CFDT de l'argument en question (le discours cégétiste rapporte un argument formulé par la CFDT qui reprend ce qu'avait dit la CGT une semaine avant, qui elle-même disait qu'elle reprenait un argument qu'elle avait déjà formulé). Cette permanence, nous l'avons vu, ne peut s'affirmer que par la permanence de certains signifiants alors même qu'il y a

changement des signifiés, de par la variation des programmes de sens liés aux praxèmes et notamment à *"exceptionnel"*.

III - DES HEURES DE TRAVAIL PERDUES DANS LA NEIGE : DEUX DISCOURS SUR LE TEMPS PERDU

Le syntagme *"heures perdues"* est particulièrement stable dans tout le corpus. Les variations concernant sa construction sont très faibles ; on le trouve en emploi soit absolu (18 occurrences, dans les titres notamment), soit avec une expansion de sens causatif (7 occurrences) du type *"les heures perdues du fait des mauvaises conditions atmosphériques"*. Quant à son environnement de gauche, nous l'avons examiné lors de l'étude sur *pay-* et *indemnis-*. Dans toutes ces occurrences, *"heures perdues"* renvoie à des heures de travail non effectuées, des heures qui arithmétiquement sont perdues pour le travail, des heures en moins - dont on demande néanmoins le paiement puis l'indemnisation puisque les travailleurs n'ont pas perdu volontairement ces heures, puisque ce sont des éléments extérieurs qui sont responsables de cette perte.

Cependant, au cours des descriptions des difficultés rencontrées par les travailleurs pour se rendre à l'usine, un autre programme de sens émerge dès le document 1, établissant un autre rapport entre les conditions atmosphériques et les *"heures perdues"* :

On trouve en effet dans 1 :

"Les longues heures d'attente au bord de la route dans les conditions que l'on connaît"

Dans 4, ce programme se précise :

"sans compter les heures passées dans le froid".

Face aux heures arithmétiquement perdues, disparues, les seules dont la direction dans sa structuration du temps ouvrier veut tenir compte, émergent les heures vécues par les travailleurs. Et c'est dans le document 6 que ces deux programmes vont se rencontrer :

"Ils ont passé des heures les pieds dans la neige et le froid à attendre un service de transport défaillant" ...

"Tous ces travailleurs ont perdu des heures dans des conditions atmosphériques très déforables".

"Heures" et *"perdues"* se retrouvent ici, mais dans une configuration défigée. Il ne s'agit plus d'*heures perdues* arithmétiquement, d'heures de travail ayant disparu, mais d'heures vécues, d'heures effectivement faites, mais dans la souffrance. C'est le temps humain, existentiel, qui est ici référé. Les conditions atmosphériques ne sont plus la cause de la perte des heures mais la substance de ces heures. Tel est aussi le dommage subi par les ouvriers et qu'il s'agit d'indemniser. Ce qui permet de justifier le refus de la récupération proposée par la direction (qui relève elle de la problématique des *"heures de travail perdues"* que l'on *"retrouverait"* ainsi et pour le travail et pour la paie) : les heures ont déjà été faites. Aussi à la proposition de la direction rapportée dans le doc. 6 :

"Nous sommes conscients des difficultés à venir travailler ce jour là, aussi pour éviter les pertes de salaire nous avons proposé aux gens concernés de pouvoir venir récupérer",

le délégué syndical répond :

"Vouloir les faire récupérer c'est vouloir les pénaliser encore plus en les faisant lever une sixième fois de bonne heure".

La récupération ne compenserait pas mais aggraverait. Tel est le dernier argument du corpus. (De ce fait le document 6 fonctionne sur le double programme de ce temps perdu : on demande à la fois l'indemnisation des heures *"comptables"*, car on n'est pas responsable de leur perte, et on fait valoir en même temps le dommage existentiel subi, le temps perdu dans une mauvaise vie).

Ainsi accrochés à *"heure"* et *"perdu"*, deux programmes de sens se développent : l'un complètement intégré à la problématique du travail salarié, dans laquelle les heures sont mesurables et comptables, abstraites, effectivement perdues pour le travail et la paie et du coup retrouvables par la récupération ; l'autre programme de sens quant à lui se développe au cours de la diachronie par le défigement de *"heures perdues"* et constitue une sorte d'inversion du premier, de subversion même : ces heures ont eu un contenu (attente dans le froid, pieds dans la neige, accidents ...), c'est leur existence que les ouvriers y ont perdu (gâchée), ces heures ne sont pas comptables mécaniquement, ni *"récupérables"* (ce temps

n'est pas réversible) ... N'y a-t-il pas là, dans ce double discours sur le temps (mais du temps de non-travail) comme une cohabitation dans le discours syndical du discours de la valeur d'échange (qui réclame le paiement des heures) et du discours de la valeur d'usage (dans lequel ces heures ne peuvent trouver d'équivalent monétaire) ? Cohabitation sans articulation théorique, configuration que nous avons étudiée dans d'autres corpus sous le terme de "brisure" (B. Gardin : 1987).

IV - CONCLUSION

Dans le passage de "*payer*" à "*indemniser*", dans la production de la maxime avec conjointement le développement du programme de sens de "*exceptionnel*", dans la réinterprétation des "*heures perdues*", c'est le travail des praxèmes que nous pouvons observer, dans leur rapport au réel. L'analyse de ce réel s'enfante conjointement au développement du réel linguistique et de l'action syndicale. Ainsi les énoncés acquièrent-ils une épaisseur historique.

L'ensemble des documents analysés fait texte à la fois par la thématique (et le référent global) et par les liens d'intertextualité ; mais nous avons vu que cette textualité est faite de continuités hautement revendiquées mais approximatives, renvoyant de fait à une production d'autre derrière la figure revendiquée du même, et de discontinuités voilées. Finalement le discours syndical reste le même, mais comme le vaisseau des argonautes ; par ces moyens peut-être se résout le dilemme de la nécessaire permanence du discours de l'organisation et du changement dans ce discours qu'introduit toute action, toute vie. Se construit ainsi, dialectiquement, l'identité comme illusion productrice.

Notre travail relève de l'analyse de discours, entendue non comme description d'une identité mais comme description d'une construction continue, avec ses étapes marquantes et marquées, ses événements ; comme tension spécifique, notamment tension dans les interactions vers la "bonne formulation". De ce point de vue il souhaite dialoguer avec les travaux sur la phraséologie, les figements, la sloganisation, notamment ceux de P. Fiala, B. Habert, P. Lafon, C. Pineira (1987), ceux de J. Guilhaumou et D. Maldidier (1986). Certes les faits analysés ici peuvent paraître minces, tel lecteur occasionnel du seul dernier tract pourrait trouver bien banale sinon quelque peu "langue de bois" la maxime

repérée. Nous avons recherché comment elle se construisait et, par là espérons le, reconstruit quelque chose de la dynamique de sa production, de sa pertinence énonciative.

CORPUS DES ENONCES

A) DU PAIEMENT A L'INDEMNISATION

1 - 9/1/78

- **EXIGEONS LE PAIEMENT INTEGRAL DES HEURES PERDUES**
- *l'indemnisation des heures perdues*
- **L'INDEMNISATION DES HEURES PERDUES**
- *l'indemnisation des heures perdues pour cause de retards, dûs aux mauvaises conditions de route*
- *indemniser les heures perdues*
- *le paiement intégral des heures perdues*

2 - 19/1/78

- **INDEMNISATION DES HEURES PERDUES**
- *exiger le paiement intégral des heures perdues à cause des conditions météorologiques*
- *que l'exigence du paiement se fasse partout*
- *exigeons l'indemnisation des heures perdues*

3 - 21/2/78

- *exigeons l'indemnisation des heures perdues*
- *l'indemnisation des travailleurs concernés*
- *il ne sera pas indemnisé*
- *la direction peut indemniser les heures perdues*
- *indemniser les heures perdues pour raisons techniques (neige et verglas)*
- **IMPOSONS L'INDEMNISATION DES HEURES PERDUES**
- *contraindre la direction à indemniser les heures perdues*

4 - 23/2/78

- **POUR EXIGER L'INDEMNISATION DES HEURES PERDUES**
- *pour qu'elle indemnise les heures perdues lundi*
- **LA DIRECTION PEUT ET DOIT INDEMNISER LES HEURES PERDUES**
- *les élus CGT exigeront l'indemnisation des heures perdues*

5 - 24/2/78

- *en indemnisant exceptionnellement la totalité des heures perdues*

6 - 2/3/78

- **SON REFUS D'INDEMNISER LES HEURES PERDUES**
- *les dispositions d'indemnisation des heures perdues du fait des avalanches de neige*
- *l'indemnisation intégrale des heures perdues pour cause des chutes de neige en février*
- *tous ces travailleurs ont perdu des heures dans des conditions atmosphériques très défavorables*
- *des mesures permettant l'indemnisation totale des heures perdues*

B) PRODUCTION DE LA MAXIME

- 1)
 - *Les retards sont dus à des conditions exceptionnelles dont les travailleurs ne sont pas responsables*
- 2)
 - *Les heures perdues du fait des mauvaises conditions atmosphériques*
 - *Les incidences climatiques sont très mauvaises (...) voire catastrophiques*
 - *Les retards ou absences dus aux intempéries*
- 3)
 - *Des conditions climatiques difficiles*
 - *Ce n'est pas notre faute s'il a neigé de façon un peu inhabituelle !*
 - *Une telle situation est vraiment exceptionnelle dans notre région. Il devrait donc y correspondre des mesures exceptionnelles*
 - *Pour une fois ce fonds peut avoir un rôle social ... indemniser les heures perdues pour raison technique (neige et verglas)*
 - *Cette revendication d'élémentaire justice*
- 4)
 - *Comme nous l'avons écrit mardi, une telle situation est totalement inhabituelle et justifie amplement des mesures inhabituelles.*
 - *Les appels lancés à la radio ... justifient amplement l'utilisation de ce fonds.*
- 5)
 - *Je vous affirme que le caractère exceptionnel des conditions climatiques que nous avons connues ce lundi nous autorise à penser que la direction peut prendre une mesure d'élémentaire justice sociale en indemnisant exceptionnellement la totalité des heures perdues.*
- 6)
 - *L'indemnisation des heures perdues du fait des avalanches de neige*
 - *Les heures perdues pour chute de neige en février*
 - *Le caractère de gravité des conditions atmosphériques*
 - *Des conditions atmosphériques très défavorables*
 - *Les camarades de la CFDT sont intervenus pour s'associer à notre exigence et dire, comme nous l'avons écrit dès la semaine dernière, qu'à une situation exceptionnelle devaient correspondre des moyens exceptionnels.*

BIBLIOGRAPHIE

FIALA P., HABERT P., LAFON P., PINEIRA C., 1987 : "Des mots aux syntagmes. Figements et variations dans la Résolution générale de la CGT de 1978". *MOTS* 14 pp. 47-88.

GARDIN B.

. 1984 : "Un récit d'interaction : les compte rendus de délégation syndicale", dans L. GUESPIN : *Dialogue et Interaction verbale*, *Langages* 74, Larousse, pp. 47-92.

. 1987 : "Comment dire la mort d'un travailleur", *MOTS*, 14, pp. 149-169.

. 1988 : "*Langage et travail, Analyses sociolinguistiques de discours ouvriers en entreprise*", Université de Rouen 3 vol. dactylo : vol. 1 : 172 p., vol. 2 : 268 p., vol. 3 : 270 p.

. 1989 : "Machine à dessiner ou machine à écrire ? La production collective d'une formulation". *Langages* 93 : *Parole(s) ouvrière(s)*, pp. 84-97.

GUILHAUMOU J. et MALDIDIER D., 1986 : "Effets de l'archive ; l'analyse de discours du côté de l'histoire" *Langages* 81, Larousse.

LAFONT R., 1978 : *Le travail et la langue*, Flammarion, Paris.

Mots

Les langages du politique

revue trimestrielle
N° 18 Mars 1989

RACISME ET ANTIRACISME FRONTIÈRES ET RECOUVREMENTS

numéro coordonné par
Simone Bonnafous et Pierre-André Taguieff

TABLE DES MATIÈRES

<i>Simone Bonnafous, Pierre-André Taguieff</i> Présentation.....	5
<i>Etienne Balibar</i> Le racisme : encore un universalisme	7
<i>Simone Bonnafous</i> Racisme et non-racisme ; étude de presse	21
<i>Françoise Henry-Lorcerie</i> L'universalisme en cause ? Les équivoques d'une circulaire sur la scolarisation des enfants immigrés.....	38
<i>Paul Siblot</i> De l'anticolonialisme à l'antiracisme : de silences en contradictions	57
<i>Pierre-André Taguieff</i> Réflexions sur la question antiraciste	75